



Bonjour Staff, voici votre e-revue juridique hebdomadaire IP World. Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Studio / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted.... Bonne lecture. La Rédaction

Audiovisuel | Cinéma

Commande de teaser : présomption renversée

Pour éviter tout risque de requalification, il est vivement conseillé de formaliser, en amont, avec le réalisateur, un contrat encadrant la conception d'un teaser (contrat de prestation de service ou autres). En l'occurrence, le projet était de produire un teaser de quelques minutes pour convaincre de futurs financiers d'investir.



[Lire](#)

CDD d'usage : le calcul de la prescription



Selon les articles L. 1471-1 et L. 1245-1 du code du travail, dans leur rédaction applicable au jour de la saisine du conseil de prud'hommes, toute action portant sur l'exécution ou la rupture du contrat de travail se prescrit par deux ans à compter du jour où celui qui l'exerce a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant d'exercer son droit.

Lire

Affaire Radio France : le cœur d'activité compte

Un nom important de CDD d'usage conclu avec le même salarié, pour le même poste et portant sur le cœur de l'activité de l'employeur est un indice laissant présumer un abus de CDD d'usage. Un chroniqueur de Radio France a obtenu la requalification de sa relation en CDI.

Lire



Distribution de DVD : la rupture abusive de pourparlers



Une demande de rupture abusive d'un contrat de distribution de DVD peut se retourner contre le demandeur. En défense, le cocontractant peut demander le paiement de redevances supplémentaires en raison de l'absence de réalisation des objectifs de chiffre d'affaires du distributeur.

Lire

Presse | Edition

Portage ou routage de la presse : quelle convention collective appliquer ?

Les activités de groupage et de colisage de presse peuvent être soumises à la convention collective des entreprises de logistique de communication écrite directe du 19 novembre 1991 et non à la Convention collective du portage de presse du 26 juin 2007.

Lire



Tweet diffamatoire : affaire So Press



Une assignation pour Tweet diffamatoire qui précise le fait incriminé (un tweet publié avec sa date), qui qualifie le fait incriminé de diffamation publique et indique les articles applicables à la poursuite, soit les articles 29 alinéa 1er et 32 alinéa 1er de la loi du 29 juillet 1881, n'encourt aucun nullité.

Lire

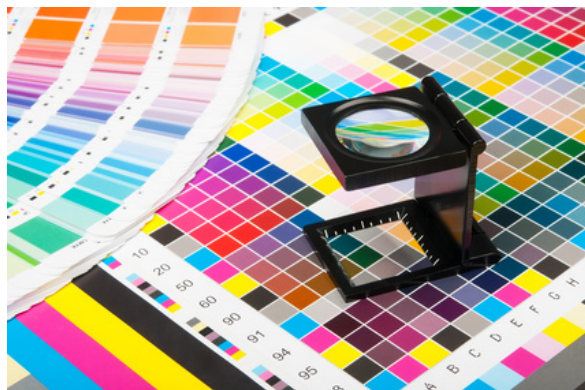
La diffamation suppose l'identification même indirecte

Il n'est pas nécessaire, pour que la diffamation publique envers un particulier soit caractérisée, que la personne visée soit nommée ou expressément désignée, mais il faut que son identification soit rendue possible par les termes du discours ou de l'écrit ou par des circonstances extrinsèques qui éclairent et confirment cette désignation de manière à la rendre évidente.



Lire

Transfert du contrat de travail du journaliste



L'édition d'un magazine identique à celui de l'ancien employeur du journaliste, n'est pas assimilable à une modification dans la situation juridique de l'employeur au sens de l'article L. 1224-1 du code du travail.

Lire

Propriété intellectuelle

Rémunération en droits d'auteur du directeur de collection

Le Décret n° 2020-1095 du 28 août 2020 a défini la nature des activités artistiques et des revenus tirés de ces activités perçus à titre principal ou accessoire au sens du droit de la sécurité sociale. Il introduit la possibilité de rémunérer en droits d'auteur, à compter du 1er janvier 2021, les « participations à la conception, au développement ou à la mise en forme de l'œuvre d'un autre artiste-auteur qui ne constituent pas un acte de création originale au sens du livre I du code de la propriété intellectuelle ».



Lire

Actualisation des barèmes de la copie privée



Par Décision n° 21 du 16 novembre 2020, la commission de la copie privée a actualisé ses barèmes. La commission a fixé de nouveaux seuils concernant les téléphones mobiles multimédias

Lire

Concerts non déclarés : la SACEM veille

Attention aux concerts non déclarés ou dont les recettes ne peuvent être établies avec précision : la preuve de l'organisation de concerts étant libre, la SACEM est parfaitement en droit, pour établir des dates de tournée, de présenter les archives des sites spécialisés (infoconcert par exemple) ou les contrats de location de salles.



Lire

Tournée de concerts : le débiteur des droits SACEM



Quelle que soit sa qualité (de producteur exécutif ou non), il appartient à la société qui conclut avec la SACEM un contrat de représentation générale, de s'acquitter de ses redevances. Sur la base du contrat général de représentation conclu, Me Jean Marc Mojica a obtenu, avec succès, en référé, le paiement des droits de la SACEM (plus de 200 000 euros).

Lire

Acheter une licence sans autres investissements : protection limitée

Acheter une licence sur un concept pour le développer en France n'est pas en soi suffisant pour garantir une protection contre le parasitisme de ses concurrents. Le seul fait de reprendre, en le déclinant, un concept mis en oeuvre par un concurrent ne constitue pas un acte de parasitisme. Suite à la déclinaison, sans autorisation, de son concept d'escape game, la société HHP a invoqué en vain contre l'un de ses concurrents, des actes de parasitisme.

[Lire](#)

Casques de réalité virtuelle : viser les classes 9 et 38



Dans l'affaire Orange c/ Neolab company, la juridiction a eu l'opportunité de rappeler que les casques de réalité virtuelle doivent viser les classes 9 et 38. En effet, ces produits sont similaires aux appareils et dispositifs pour l'émission, la transmission et le stockage de données, d'images et de sons, dès lors qu'ils poursuivent la même finalité, à savoir, notamment, la transmission d'images et de sons.

[Lire](#)

Recours INPI : pas d'effet dévolutif de l'appel

Les décisions du directeur de l'INPI relatives à l'enregistrement d'une marque ne font pas l'objet d'un appel mais d'un recours prévu par les articles R. 411-19 et suivants du code de la propriété intellectuelle. L'objet d'un tel recours ne peut tendre qu'à l'annulation de la décision du directeur de l'INPI et non à sa réformation.



Lire

Décision de l'INPI : la contradiction de motifs sanctionnée



Une décision de l'INPI dès lors qu'elle comporte une contradiction entre les motifs et le dispositif (seuls les services étant visés dans le dispositif et non les produits) doit être déclarée nulle. La contradiction entre les motifs et le dispositif affectant une décision de l'INPI constitue, non une simple erreur de plume, mais une illégalité externe, entraînant l'annulation de cette décision.

Lire

Publicité | Marketing

Contrats de mannequin requalifiés en un CDI

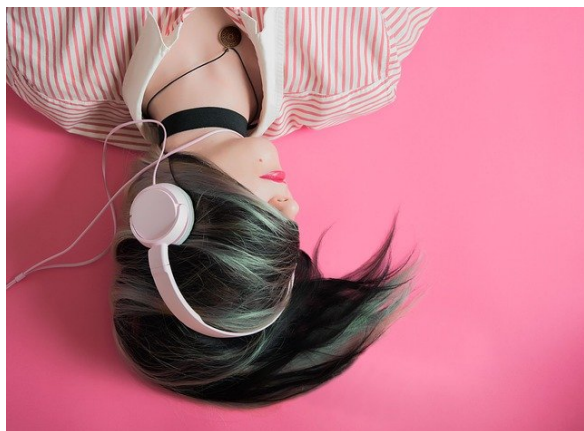
Thématique : Mannequins, Publicité | Marketing

L'abus de CDD d'usage est désormais aussi reconnu dans le secteur du mannequinat. Une mannequin cabine, employée par de nombreux CDD motivés par un surcroît temporaire d'activité lié aux essayages au sein d'un bureau de style, a obtenu la requalification de ses CDD en un CDI.

Lire



Agences de mannequins : 1,3 million d'euros pour travail dissimulé



Thématique : Mannequins, Publicité | Marketing, Travail | Social | RH, Travail dissimulé

Tout mannequin résidant en France et travaillant à titre principal sur le sol français, même recruté par une agence de mannequin étrangère, doit impérativement être rattaché auprès d'un établissement ouvert en France et affiliés au régime général français de la sécurité sociale, sous peine d'une condamnation pour travail dissimulé.

Lire

Google Ads : il est légal de réserver la marque d'un concurrent

Thématique : Internet | Informatique, Liens promotionnels, Publicité | Marketing, Publicité électronique

Le fait pour une société d'utiliser, sous la forme de mots-clés employés dans le cadre d'un service de référencement, la dénomination sociale et le nom de domaine d'un concurrent peut générer un risque de confusion fautif. Toutefois, le risque de confusion ne découle pas ipso facto de l'emploi à titre de mot-clé du nom commercial ou de la dénomination sociale d'un concurrent et doit donc être établi.



Lire

Numérique | E-commerce

Obligations des intermédiaires de location meublée

Le Décret n° 2020-1479 du 30 novembre 2020 a modifié l'article R. 324-3 du code du tourisme relatif aux informations à transmettre par les intermédiaires de location meublée aux communes.



Lire

Vente en ligne : ne pas imposer de prix aux distributeurs



L'Autorité de la concurrence a prononcé une sanction de 226 000 euros contre la société Thés Dammann Frères pour avoir imposé, à ses distributeurs, les prix de vente de ses produits vendus en ligne.

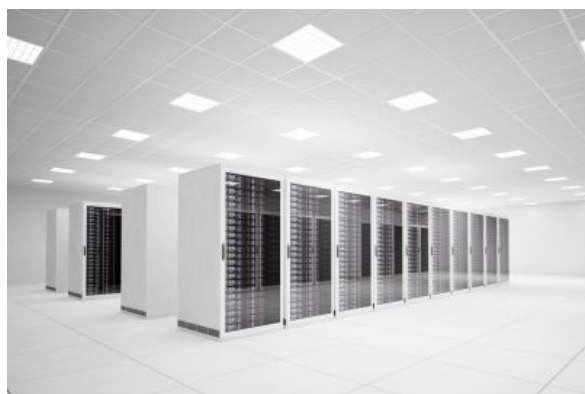
[Lire](#)

Voitures autonomes : nouvelles expérimentations

Voitures autonomes : nouvelles expérimentations

[Lire](#)

Contrat d'infogérance : la perte des données sanctionnée



La perte partielle de données informatiques, même temporaire, justifie la résiliation du contrat d'infogérance aux torts exclusifs du prestataire. La sauvegarde des données ainsi que l'information du client en cas d'incident majeur constituent des obligations essentielles du contrat d'infogérance.

[Lire](#)

Image | Photographie

Droits de la défense des Agences de mannequins

En cas de redressement social d'une agence de mannequins, les droits de la défense doivent être respectés par l'URSSAF.

Lire



Droit à l'image des vedettes : l'exception de complaisance



La ligne éditoriale délibérément alarmiste et connue d'un éditeur de presse, associée à la divulgation d'une information privée déjà connue peut justifier l'absence d'atteinte à la vie privée d'une personnalité.

Lire

Vidéo pornographique au travail : Affaire Gucci

Le licenciement d'une salariée vendeuse de la société Gucci a été jugé sans cause réelle et sérieuse (près de 45 000 euros d'indemnité pour licenciement sans cause réelle). Cette dernière avait montré, sur son lieu de travail des photos et une vidéo à caractère pornographique mettant en scène un salarié de la société occupant le poste de Back Office Department Manager.

Lire



Données personnelles | RGDP

Droit d'accès au TAJ et interdiction de port d'armes

Afin d'ordonner à un administré de se dessaisir de ses armes de catégorie C dans le délai de trois mois, le préfet est en droit de s'appuyer sur la consultation du traitements de données des antécédents judiciaires (TAJ) prévu à l'article 230-6 du code de procédure pénale (mais pas seulement).



Lire

Notification de violation de données : un document confidentiel



La Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) estime que le formulaire par lequel un responsable de traitement de données à caractère personnel notifie une violation de telles données doit rester confidentiel.

Ce document, qui notifie à la CNIL un manquement, fait apparaître le comportement du déclarant dans des conditions telles que sa divulgation serait de nature à porter préjudice à ce dernier.

Lire

Accès aux dossiers informatiques : une prérogative de l'employeur

L'employeur est en droit de notifier à une salariée un avertissement pour avoir modifié l'accès à un dossier informatique (dossier médical informatisé) en en restreignant l'accès à son employeur. La salariée avait bloqué l'accès à son dossier informatique pour que son employeur (médecin) cesse de consulter les résultats d'examen médicaux.

[Lire](#)

Enregistrements téléphoniques clandestins : irrecevabilité de droit



Les juridictions sont en droit d'écarter des débats, un CD-ROM qui contiendrait des enregistrements d'appels téléphoniques. Cette pièce est irrecevable en l'absence de retranscription des propos tenus et d'authentification des voix des personnes enregistrées par un huissier de justice.

[Lire](#)

Gestion de l'information et prévention des atteintes à la sécurité publique

Gestion de l'information et prévention des atteintes à la sécurité publique

[Lire](#)

Spectacles vivants

Contrats à Télécharger

Statuts de SASU de Production Musicale

Statuts de SASU de Production Musicale – Label à télécharger. La Société a pour activité principale la production, l'édition ou la distribution de phonogramme. Le phonogramme est la première fixation d'une séquence de son incorporant notamment la prestation d'un artiste interprète (le support musical, le master). La société a pour objet social, entre autres, toutes les activités liées à la production de ...

[Lire](#)

Accord cadre d'accès régulé à l'électricité nucléaire

Modèle d'accord cadre entre un Acheteur d'électricité et EDF. La loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité a mis en place à titre transitoire un accès régulé à l'électricité nucléaire historique produite par les centrales nucléaires d'EDF situées sur le territoire national et mises en service avant sa publication (ci-après l'ARENH). Cet ...

[Lire](#)

QR Juridiques

Comment notifier une violation de données personnelles ?

Comment notifier une violation de données personnelles ?

[Lire](#)

Auteur et Président de SASU : quel intérêt de cumuler les deux statuts ?

Auteur et Président de SASU : peut-on cumuler ? Quel intérêt de cumuler les deux statuts ?

Lire

[Désinscription](#) | [Gérer mon abonnement](#)

Une question ? Un juriste vous répond

08 90 32 63 01 Service 0,80€ /min
+ prix appel

Questions / Réponses juridiques de la semaine